

Objectif *Fonction Publique*

Toutes catégories

Réussir son concours administratif !

Le système éducatif en 1000 QCM

ÉCOLE - UNIVERSITÉ - RECHERCHE

- ▶ Cadre historique, réglementaire et législatif
- ▶ Réformes de l'Éducation nationale
- ▶ Politiques publiques éducatives
- ▶ Tests d'autoévaluation

Michel Fol et Jean-Charles Ringard (dir.)



I. Série mix 1¹

1. **La commission de déontologie de la fonction publique est saisie pour avis par l'administration des demandes de départ des fonctionnaires vers le secteur privé pour vérifier la compatibilité de l'exercice d'une fonction publique avec l'exercice d'une activité privée lucrative :**
 A. vrai B. faux

2. **Les fonctionnaires sont soumis au principe de discrétion professionnelle pour tous les faits, informations ou documents dont ils ont connaissance dans l'exercice ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions. En dehors des cas expressément prévus par la réglementation en vigueur, ils ne peuvent être déliés de cette obligation de discrétion professionnelle que par décision expresse de l'autorité dont ils dépendent :**
 A. vrai B. faux

3. **L'expression « Partenariat public privé » (PPP) désigne une catégorie spécifique de marché public :**
 A. vrai B. faux

4. **Les droits et devoirs des élèves sont précisés dans :**
 A. le règlement intérieur de chaque établissement
 B. des circulaires
 C. le Code de l'éducation
 D. des textes législatifs et réglementaires

5. **La loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) et l'autonomie qu'elle a conférée aux universités françaises leur ont permis de s'affranchir du cadre national des diplômes :**
 A. vrai B. faux

6. **Les contrats de site ont été institués en 2013 par la loi ESR dite loi Fioraso :**
 A. vrai B. faux

1. Série mix élaborée par Isabelle DUCHATELLE.

7. Qui traite les factures d'une administration ?

- A. l'ordonnateur
- B. le service facturier
- C. la Cour des comptes
- D. la Direction régionale des Finances publiques

8. Lorsqu'un mineur est en détention :

- A. il est automatiquement inscrit au Centre national d'enseignement à distance (CNED)
- B. il n'a plus accès à l'instruction
- C. il travaille dans des ateliers
- D. sa détention ne suspend pas l'obligation d'instruction

9. En quelle année a été créé l'espace européen de l'enseignement supérieur (EEES) ?

- A. 1987
- B. 1999
- C. 2010
- D. 2020

10. Les actes juridiques et financiers des EPLE sont contrôlés par :

- A. la collectivité de rattachement
- B. le recteur d'académie
- C. la préfecture
- D. le tribunal administratif

11. Quelles sont les conférences compétentes pour les questions intéressant l'enseignement supérieur et la recherche ?

- A. la Conférence des recteurs
- B. la Conférence des présidents d'université (CPU)
- C. la Conférence des grandes écoles (CGE)
- D. la Conférence des directeurs des écoles françaises d'ingénieurs (CDEFI)

12. Le programme Erasmus ne s'adresse qu'aux étudiants :

- A. vrai
- B. faux

13. À quelle date remonte la création du cadre européen des qualifications (CEC) ?

- A. 2008
- B. 2005
- C. 2001
- D. 1995

- 14. Émanation de la loi ESR Fioraso de 2013, le Hcéres (Haut Conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur) :**
- A. est une autorité administrative indépendante (AAI)
 - B. son président est nommé par décret
 - C. a une mission d'évaluation des établissements supérieurs et organismes publics et uniquement français
 - D. son mandat a une durée de 5 ans renouvelable une fois
- 15. La Constitution est supérieure au droit européen :**
- A. vrai
 - B. faux
- 16. En 1816, dans un souci d'uniformisation et pour mettre en place un enseignement de qualité, une obligation s'impose à tout futur maître du primaire :**
- A. le brevet des collèges
 - B. le brevet d'aptitude
 - C. le brevet d'enseignement
 - D. le brevet de capacité
- 17. Chassez l'intrus. Parmi ces assertions, laquelle est fautive ?**
- A. un étudiant doctorant peut être recruté par contrat de droit public (contrat doctoral) pour une durée 3 ans afin de financer ses travaux de recherche (thèse)
 - B. l'objectif des CIFRE « Conventions Industrielles de Formation par la Recherche » est d'encourager le développement de la recherche partenariale public-privé et de favoriser l'emploi des doctorants
 - C. le CIFRE est un CDD ou CDI conclu entre l'étudiant et les établissements publics d'enseignement supérieur ou de recherche afin de financer ses travaux de recherche (thèse)
 - D. la loi de programmation de la recherche (LPR) pour les années 2021 à 2030, promulguée le 24 décembre 2020, prévoit d'augmenter de 30 % les salaires des nouveaux doctorants
- 18. La loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) a modifié la durée du mandat des présidents d'université. Désormais, les présidents peuvent effectuer :**
- A. un seul mandat de cinq ans
 - B. deux mandats de cinq ans
 - C. un seul mandat de quatre ans
 - D. deux mandats de quatre ans

19. Les collectivités territoriales d'outre-mer ont les mêmes compétences en matière d'éducation que celles de métropole :

A. vrai

B. faux

20. Parmi les facultés suivantes, laquelle n'existait pas dans les universités médiévales ?

A. médecine

C. droit

B. lettres antiques

D. théologie

II. Série mix 2¹

1. **L'enseignement supérieur et la recherche sont financés en partie par les collectivités territoriales :**
 - A. vrai
 - B. faux

2. **Lesquelles de ces universités ne comportent pas de faculté de théologie ?**
 - A. l'université de Strasbourg
 - C. l'université de Haute-Alsace
 - B. l'université de Franche-Comté
 - D. l'université de Lorraine

3. **La loi du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles interdit le traitement des données relatives aux origines ethnique ou raciale, la religion, la syndicalisation, la philosophie ou la tendance politique mais pas celles liées aux données génétiques :**
 - A. vrai
 - B. faux

4. **La loi LRU s'inscrit dans la continuité de la loi Faure de 1968 en accordant davantage d'autonomie aux universités :**
 - A. vrai
 - B. faux

5. **La loi relative aux libertés et responsabilités des universités (LRU) prévoit également la dévolution du patrimoine immobilier aux universités :**
 - A. vrai
 - B. faux

6. **L'ingénieur régional de l'équipement (IRE) est un conseiller technique du :**
 - A. président du Conseil départemental
 - B. président de la région
 - C. recteur de région académique
 - D. préfet de région

7. **Les présidents d'université bénéficient désormais d'un droit de veto sur le recrutement des enseignants-chercheurs :**
 - A. vrai
 - B. faux

8. **Il existe un sénat coutumier compétent sur les questions touchant à la coutume et au statut personnel des « autochtones » (ou « peuple premier ») en :**
 - A. Guyane
 - C. Polynésie française
 - B. Nouvelle-Calédonie
 - D. Mayotte

1. Série mix élaborée par Isabelle DUCHATELLE.

9. Si la France a joué le jeu de l'internationalisation des formations, les concours permettant d'accéder à la fonction publique restent en revanche exclusivement réservés aux ressortissants français :

- A. vrai B. faux

10. Avec la réforme Haby, le collège est devenu unique, c'est-à-dire que l'entrée au collège après le primaire est accessible pour tous et il est le même pour tous. De quand date cette réforme ?

- A. 1515 C. 1975
 B. 1958 D. 1981

11. La mise en place de l'état d'urgence sanitaire est venue bouleverser l'organisation de la fonction publique. Dans ce contexte, l'autorisation spéciale d'absence (ASA) s'applique :

- A. aux agents en télétravail
 B. aux agents ne pouvant exercer leur activité professionnelle sans aucune modalité ni aucun matériel adaptés
 C. aux agents en congés
 D. aux agents en arrêt maladie

12. Quel article figure dans la Charte de la laïcité à l'École ?

- A. la laïcité de l'École offre aux élèves les conditions pour forger leur personnalité, exercer leur libre arbitre et faire l'apprentissage de la citoyenneté. Elle les protège de tout prosélytisme et de toute pression qui les empêcheraient de faire leurs propres choix
 B. la laïcité permet l'exercice de la liberté d'expression des élèves dans la limite du bon fonctionnement de l'École comme du respect des valeurs républicaines et du pluralisme des convictions
 C. la laïcité implique le rejet de toutes les violences et de toutes les discriminations, garantit l'égalité entre les filles et les garçons et repose sur une culture du respect et de la compréhension de l'autre
 D. par leurs réflexions et leurs activités, les élèves contribuent à faire vivre la laïcité au sein de leur établissement

13. Quelle unité de mesure est utilisée pour recenser les surfaces du patrimoine bâti de l'État ?

- A. SHON C. SUB
 B. SHOB D. SUN

14. Devoirs faits est un dispositif qui concerne les niveaux primaire et secondaire :

- A. vrai B. faux

15. Qu'est-ce que le cadre européen des qualifications (CEC) ?

- A. un glossaire de toutes les formations existant en Europe
- B. un annuaire de toutes les grandes écoles et institutions européennes
- C. un recueil fixant les programmes des diplômes européens
- D. un outil de transposition qui permet de comparer les qualifications de différents pays et institutions

16. À quelle date la France a-t-elle lancé sa première campagne de vaccination contre la COVID-19 ?

- A. 14 juillet 2020
- B. 8 décembre 2020
- C. 27 décembre 2020
- D. 7 janvier 2021

17. La valeur juridique des règlements intérieurs des établissements publics locaux d'enseignement (EPL) se situe :

- A. en dessous des décrets
- B. au-dessus des décrets
- C. en dessous des lois
- D. au-dessus des lois

18. Initiés par Michel Rocard, les Contrats de plan État-Région (CPER) ont été créés en l'année :

- A. 1991
- B. 1987
- C. 1982
- D. 1979

19. La loi Guizot s'oriente alors vers :

- A. une alphabétisation de masse
- B. un recul des inégalités
- C. une libération de l'enseignement primaire
- D. un enseignement pour tous

20. Les administrations doivent mettre en place une base de données sociales qui intègre des données concernant :

- A. la situation budgétaire, financière et patrimoniale de l'entité
- B. la gestion prévisionnelle des effectifs, des emplois et des compétences
- C. le recrutement, la carrière et la rémunération des agents
- D. la santé, la sécurité au travail, l'égalité, la diversité et la lutte contre les discriminations

III. Série mix 3¹

1. **L'école doit s'adapter à tous les profils d'élèves, et non l'inverse :**
 - A. c'est le principe de l'école inclusive
 - B. les enfants handicapés bénéficient cependant d'un enseignement spécialisé
 - C. les mineurs incarcérés représentent une exception, ils perdent leur droit à l'éducation
 - D. les élèves étrangers allophones doivent produire un certificat LB69 d'aptitude à la vie scolaire

2. **En quoi consiste la rupture de la loi du 10 juillet 1896 relative à la constitution des universités ?**
 - A. instauration de la démocratie universitaire
 - B. création d'une université pleine et entière dans chaque académie
 - C. création du statut d'enseignant-chercheur
 - D. privatisation des universités

3. **Durant la décennie 2010, quel est le pays qui a accueilli le plus d'étudiants dans le cadre d'échanges ERASMUS ?**
 - A. l'Espagne
 - B. la France
 - C. le Liechtenstein
 - D. l'Allemagne

4. **Les fonctionnaires lanceurs d'alerte bénéficient de garanties particulières prévues par la loi Sapin II du 9 décembre 2016 :**
 - A. des protections contre les mesures discriminatoires prise par l'employeur
 - B. l'irresponsabilité pénale de l'agent auteur d'un signalement abusif
 - C. des garanties de confidentialité de l'identité de l'auteur du signalement
 - D. la possibilité de contester une sanction disciplinaire motivée par un signalement

5. **Le contrat de projet est un contrat à durée indéterminée (CDI) ayant pour objet de confier à un opérateur économique une mission concernant la construction d'un projet nécessaire au service public ou à l'exercice d'une mission d'intérêt général :**
 - A. vrai
 - B. faux

1. Série mix élaborée par Isabelle DUCHATELLE.